

PASSE SANITAIRE : UN MAUVAIS COUP

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 22 JUILLET 2021

La lutte contre une pandémie est une nécessité qui n'implique ni déni du débat démocratique ni manifestations d'autoritarisme pas plus que le recours à la violence ou à une démagogie complotiste ou nauséabonde.

Le coup de force parlementaire auquel se livre le gouvernement présente tous les risques d'un système illisible, contradictoire et susceptible de provoquer plus de tensions que de bénéfices sanitaires alors qu'en même temps il porte lourdement atteinte aux libertés individuelles.

De la même manière que le gouvernement considérait le port du masque comme inutile quand les stocks de ceux-ci étaient insuffisants, aller vers une vaccination quasi obligatoire qui ne devait jamais l'être suppose que, pour le moins, tout le monde puisse avoir accès au vaccin.

En faisant primer la contrainte sans même s'être assuré de la capacité de vacciner à marche forcée la totalité ou presque de la population, le gouvernement renonce à toute pédagogie, pourtant indispensable, et inverse les priorités.

Ce seront, une nouvelle fois, les plus fragiles qui en supporteront les pires conséquences, notamment en raison de la suppression annoncée de la gratuité des tests PCR.

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) déplore que dans le domaine si précieux de la protection de la vie, le gouvernement ait adopté la voie d'un autoritarisme qui est devenue sa marque de fabrique.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

